

**10 ANS DÉJÀ... LE 1^{ER} JANVIER 2002, NAISSAIT L'EURO.
EN 2012 FAISONS-LUI SA FÊTE !**



ET AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- Cahier central : Le journal de la Conférence Nationale des 3 et 4 décembre
- Syrie : éviter le bain de sang !
- Pour un référendum sur le nouveau traité européen (et les autres) !
- Déclarations communes P.R.C.F.-R.C.C. sur la Libye et l'Euro

EN BREF... EN BREF... EN BREF

- **Amérique Latine : création de la C.E.L.A.C.**



La communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (C.E.L.A.C.) fondée les 3 et 4 décembre dernier à Caracas constitue un événement politique majeur pour la région. Cet organisme, exclusivement latino-américain et politiquement pluraliste, tend à se substituer à l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) décrié par son alignement sur les Etats-Unis (33 pays représentant 550 millions de citoyens sur un territoire de 20 millions de km², sans les U.S.A. et le Canada).

Rafael Coréa, président de l'Equateur a souhaité de voir se créer au sein de la C.E.L.A.C. une commission des Droits de l'Homme pour se substituer à la C.D.I.H. devenue une caisse de résonance des campagnes médiatiques à l'encontre des gouvernements progressistes d'Amérique Latine.

- **Législatives en Russie**

Progression du Parti Communiste de la Fédération de Russie (K.P.R.F.) qui arrive en deuxième position avec un score de 19,2% des suffrages exprimés. Le Parti Communiste est le principal bénéficiaire de la baisse de Russie Unie, le parti de Poutine qui avec un score de moins de 50% perd 77 sièges et sa majorité des 2/3; Il progresse sensiblement (11,7 en 2007) et gagne 39 sièges. Le Président

du Comité Central du Parti Communiste, Guennadi Ziouganov, a fait état de fraude massive dans plusieurs régions. «Je viens de parler à mes collègues en Sibérie et en Extrême-Orient, et la situation est très préoccupante» a-t-il déclaré lors de la proclamation des résultats.

Russie Juste obtient 13,2% et 64 sièges (+26 sièges) et passe devant l'extrême droite du Parti Libéral-Démocrate de Russie (11,7%, 56 sièges +16 sièges).

- **Mumia sort du couloir de la mort**



... Mais pas de prison. Sa peine a été commuée en incarcération à vie le 7 décembre. Comme l'écrit Désiré Marle, Président du C.I.S.C., dans une lettre au plus vieux détenu du monde : «ce n'est qu'une astuce procédurière pour couper court à toute tentative de révision du jugement qui t'avait condamné à mort : au prix d'un troc infâme, nous devrions nous résigner et cesser le combat pour ta libération, qui est devenu une cause d'envergure internationale.»

«La mobilisation pour sauver définitivement Mumia et plus encore pour sa libération reste donc de mise» rappelle le Collectif Unitaire «Libérons Mumia!». Les rassemblements hebdomadaires de protestation près du consulat des Etats-Unis à Paris, sur la Place de la Concorde, vont donc continuer...

P.A.D.S.-P.R.C.F. : solidarité internationaliste !

Jeu 15 décembre 2011 a eu lieu une rencontre entre des représentants du Pôle de la Renaissance Communiste en France (P.R.C.F.) et du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme (P.A.D.S.). Les représentants de deux organisations, après un échange d'informations sur les résultats de la 13^{ème} Rencontre internationale des Partis communistes et ouvriers à Athènes, sur la situation politique dans leurs pays, au Proche-Orient et en Afrique, ont décidé de renforcer leur coopération et solidarité dans le combat contre le système capitaliste et les ingérences impéria-

listes dans les affaires intérieures des pays. Ils ont convenu de défendre le passé du mouvement ouvrier et communiste dans le monde, et notamment les conquêtes historiques de l'expérience du premier état socialiste au monde l'Union Soviétique, en s'opposant au révisionnisme et aux falsificateurs de l'histoire contemporaine. Ils ont également convenu d'organiser des activités communes à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance de l'Algérie pour rappeler le rôle respectif joué par leur Parti pour atteindre cet objectif.

Communiqué du P.A.D.S.

Mettre en échec par la mobilisation populaire la plus résolue la nouvelle opération de dénationalisation des hydrocarbures !
La dénationalisation des hydrocarbures est de nouveau réinscrite dans l'ordre du jour du programme de capitulation de pouvoir sous les pressions des puissances impérialistes.

Le Ministre de l'Énergie a annoncé que la loi sur les hydrocarbures sera révisée. Cette annonce a été faite à Qatar, un État féodal en pointe dans l'exécution des actions subversives orchestrées par l'impérialisme américain pour renverser les régimes qui lui résistent et mettre au pas les peuples sous un déluge de feu.

Les craintes exprimées par les progressistes au lendemain du renversement du régime libyen par l'O.T.A.N. et ses supplétifs se confirment malheureusement. Le régime de la bourgeoisie comprador, affairiste et exploiteuse cherche la paix avec les puissances impérialistes. Il préfère leur offrir les gisements de pétrole et de gaz pour sauver les intérêts d'une minorité de trafiquants, pilliers des biens de la nation que de s'appuyer sur le peuple pour résister aux plans de déstabilisation de l'impérialisme.

Les soi-disant précisions du Ministre sur le fait que la règle des 51/49% ne sera pas touchée par la révision ne tromperont personne. Il s'agit d'un ballon-sonde avant de passer à l'acte. Les motifs avancés pour justifier ce projet de trahison sont fallacieux. Les patriotes anti-impérialistes doivent développer la mobilisation la plus résolue pour mettre en échec ce projet antinational.

**Achetez, vendez,
soutenez I.C. !**

Appel du Parti communiste Syrien lancé à tous les Partis Communistes, ouvriers et démocratiques du monde

Chers camarades,

Étant donné la faiblesse des médias Syriens face aux gros médias de l'impérialisme, à la mobilisation des forces du monde entier contre la Syrie, et à l'alliance anti-Syrienne composée des puissances impérialistes ainsi que de leurs marionnettes dans la région, y compris la Turquie, qui a adopté une politique pragmatique pour se partager l'hégémonie dans la région avec les pays européens, pour toutes ces raisons, notre parti espère que tous les partis communistes, ouvriers et démocratiques dans le monde contribueront à diffuser ces précisions dans l'opinion publique de leurs pays respectifs.

Ainsi, nous appelons ces partis à soutenir la Syrie car elle est le plus important des pays Arabes à résister aux plans impérialistes de domination du Proche-Orient, et à s'opposer fermement au plan Américano-Israélien visant à diviser la région en diverses entités communautaires dont le contrôle serait rendu plus facile. La Syrie soutient également la résistance nationale en Palestine, au Liban et en Irak. De plus, elle soutient le droit du peuple Palestinien à libérer ses territoires et à fonder un État national avec Jérusalem comme capitale.

INTERNATIONAL

La Syrie dans la tourmente néocoloniale

Dans notre éditorial de décembre, nous avons publié des extraits d'un communiqué du Premier Secrétaire du Parti Communiste Syrien, Hussein Nemer, qui montrait que l'opposition résolue au régime de Bachar El Assad n'empêchait pas la résistance à l'ingérence extérieure. Hussein Nemer notait d'ailleurs que les manifestations avaient obligé le régime à édicter des lois de démocratisation. Nous publions ce mois-ci le début et la fin de ce texte important, ainsi qu'un appel du P.C.S. qui montre que tous les progressistes doivent désormais se tenir prêts à descendre dans la rue pour éviter que le pays ne subisse le sort de la Libye. Et n'oublions pas non plus que l'Iran est lui aussi dans le collimateur des impérialistes...

Un nouveau contrat social, ou un bain de sang



Depuis que les événements ont commencé, des dizaines de chaînes de télévision aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, certaines chaînes dans le monde arabe, et des centaines de sites Internet ont travaillé d'arrache-pied pour falsifier la réalité sur ce qui se passe dans notre pays.

Le Président américain menace la Syrie avec une ingérence flagrante dans les affaires internes du peuple Syrien. Plusieurs hauts dignitaires de l'Union européenne suivent les pas du président Américain. Ces menaces et ces ingérences ont atteint un sommet lorsque le président Américain a affirmé l'illégitimité du régime Syrien. Des sanctions sévères et injustes ont été imposées au peuple Syrien et à son économie. Plus dangereux encore, des plans sont discutés et impulsés par l'O.T.A.N. afin de lancer des vagues de frappes aériennes contre 30 sites stratégiques. (...).

L'alliance impérialiste internationale essaie, par tous les moyens possibles, de faire adopter une résolution au Conseil de sécurité condamnant la Syrie, qui serait suivie par des résolutions successives afin qu'une campagne agressive puisse être légitimée. Grâce à l'opposition de la Russie et de la Chine avec le soutien de l'Afrique du Sud, l'Inde, du Brésil et du Liban, les tentatives impérialistes

au Conseil de sécurité de l'O.N.U. sont tout simplement, jusqu'à présent, un échec (...).

Toutes ces manœuvres sont justifiées de deux façons :

- Des manifestants sont tués en Syrie où on a recours à des méthodes sécuritaires dans le traitement des manifestations
- La manipulation des insuffisances, tels que le manque de démocratie et le monopole exercé par le parti au pouvoir, afin de faire pression sur le régime pour qu'il adopte des changements internes, bien que tout changement interne doive être considéré comme partie intégrante de la souveraineté nationale de n'importe quel pays.

Les tensions armées dans les villes Syriennes ont diminué. Les bandes armées ont subi de lourdes pertes. Les manifestations pacifiques n'ont pas disparu et ne sont pas confrontées à la violence de l'Etat, à moins qu'elles se soient accompagnées d'agissements violents. L'Etat a invité l'opposition nationale à participer à un dialogue politique. Ce dialogue doit affronter de nombreuses difficultés, la plus importante d'entre elles est la pression de groupes armés qui s'opposent au dialogue pacifique et dépendent du soutien de l'étranger. Les

menaces impérialistes et colonialistes contre la Syrie se sont intensifiées et nous devons être prêts à les affronter.

L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers. Certains sont patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. Mais il faut compter avec les Frères Musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger. Il y a également plusieurs groupes traditionalistes réactionnaires et sectaires. L'opposition en exil composée essentiellement d'intellectuels, de traditionalistes, de personnes qui ont abandonné le régime. Certaines forces d'opposition à l'étranger

ont travaillé dur pour obtenir le soutien des forces étrangères colonialistes.

Parmi les scénarios possibles : la crise pourrait mener à d'autres catastrophes, bains de sang et souffrances, à un effondrement menant à l'anarchie générale, une guerre civile ou quelque chose de ce genre, ouvrant la voie à une intervention extérieure. Une division claire dans l'opposition peut se produire, faisant en sorte qu'une partie d'entre elle s'ouvre à un dialogue sérieux avec le régime pour parvenir à un nouveau contrat social dans le pays

Il y a deux issues possibles : soit l'avancée vers une solution politique à la crise rendant possible une fin rapide et définitive, soit la poursuite du recours au traitement sécuritaire de la crise quelqu'en soit le prix. Notre parti a demandé à ce que l'Etat soit séparé du parti, que la démocratie et les libertés soient garanties, que les lois d'urgence soit levées, qu'une loi démocratique soit adoptée, que les prisonniers d'opinion et politiques soient libérés, que l'on mette un terme à la domination du parti Baath sur les syndicats, que la corruption soit combattue, ... Etc. Nous tenons à ajouter que le parti a affirmé qu'il soutenait la position nationale de la Syrie.

Pour réaliser cet objectif, les besoins sociaux, économiques et démocratiques des masses populaires doivent être satisfaits.

Hussein Nemer
Premier Secrétaire du P.C. Syrien



EN BREF... EN BREF... EN BREF

• L'intersyndicale finit l'année en beauté !

L'appel intersyndical (C.F.D.T.-C.F.T.C.-C.G.C.-C.G.T.-F.S.U.-U.N.S.A.) du 13 décembre «contre les plans d'austérité injustes» (y en aurait-il de justes ?) réussit le tour de force de ne pas dire un mot de l'Euro, que ces plans sont pourtant censés sauver, ni de l'Europe et du F.M.I., qui les imposent. Il préfère critiquer «la politique gouvernementale» - comme si Hollande ne s'était pas lui aussi prononcé pour le gavage des banques - alias «paiement de la dette». Adressé aux seuls fonctionnaires (les salariés du privé seraient-ils épargnés par la rigueur ?), il leur demande de «se mobiliser fortement»... sans même appeler à la grève !

Cette piteuse transposition au niveau national des «journées d'action» de la Confédération Européenne des Syndicats s'est traduite, comme de juste, par des cortèges squelettiques et silencieux composés de permanents. Pour la prochaine «journée» de ce genre, autant revendre les camionnettes-sono et acheter des corbillards...

• Le contre-exemple enseignant

Deux jours plus tard, les enseignants étaient dans la rue à la suite d'un appel clair et net à faire grève et à manifester lancé par tous les syndicats sauf un (mais oui : le S.G.E.N.-C.F.D.T., bien sûr !). Ils protestaient contre une nouvelle étape de la caporalisation du métier prévue par Chatel : l'évaluation par les seuls chefs d'établissements (un professeur de maths pourrait ainsi être évalué par un ancien professeur d'Anglais, ou par un ancien C.P.E. (beaucoup de principaux et de proviseurs n'ont

jamais enseigné), au détriment de la note d'inspection (aux modalités certes fort contestables, mais au moins dispensée par quelqu'un qui connaît la discipline concernée). Résultat : près de 50% de grévistes dans le secondaire !

Une semaine plus tard, trois syndicats de la F.S.U. (le S.N.E.S., le S.N.E.P. et le S.N.U.E.P.) appelaient cette fois à une grève et à une manifestation nationale à Paris le 31 janvier.

• L.R.U. dans le primaire !

La lettre d'information électronique de l'association nationale des directeurs d'écoles G.D.I.D. («Groupement de Défense des Idées des Directeurs»), nous apprend que d'après Christian Chevalier, Secrétaire Général du S.E.-U.N.S.A., améliorer l'école signifie «aller vers un établissement plus autonome qu'il ne l'est actuellement». Après «l'autonomie des Universités», voici venir celle des écoles ! Et c'est un syndicat (?) qui le demande...

• Flics et gendarmes peints en jaune

Lundi 26 décembre, les syndicats des agents de sécurité des aéroports signaient un accord avec le patronat après 11 jours de lutte. Le gouvernement aura, comme d'habitude, hurlé à la «prise d'otage» (alors que ce mouvement avait une très faible incidence sur le trafic), mais en plus, il aura utilisé les «forces de l'ordre» pour remplacer les grévistes ! Et bien sûr, l'U.M.P. pond un nouveau projet de loi antigrève. Les salariés réclamaient une augmentation de 200€ (ils gagnent au maximum 1600€ par mois). Ils obtiennent une «prime de performance» de 500 à 800 € annuels et des négociations sur les conditions de travail.

Sans commentaire

Le Système social profite plus aux riches qu'aux pauvres Mais c'est sur les classes modestes qu'on tape!

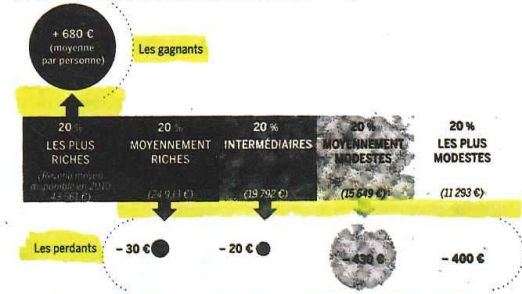
Dans son portrait annuel de la France, l'Insee souligne les limites

du système social et fiscal

Le Monde
jeudi 17 novembre 2011

Un système social moins redistributif

DIFFÉRENCE DE REVENUS APRÈS REDISTRIBUTION en comparant les législations 1990 et 2010



L'Insee a appliqué les règles socio-fiscales en cours en 1990 et en 2010 aux revenus imposables des ménages sur l'année 2009.

Ainsi, en maintenant constants les revenus des ménages, il a pu isoler les effets des deux législations.

«Combattre l'ignorance... qui facilite les manipulations et exploitations de l'homme: www.jeanpierrebilski.com»

D'après L.I.N.S.E.E., les lois et réformes engagées depuis 20 ans sur le système social ont fait gagner en moyenne chaque année 680 € aux 20% de la population les plus riches et fait perdre de l'argent aux autres. Les 40% les plus modestes ont même perdu de 400 à 430 €...

UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE : SUCCÈS DES LISTES C.G.T.

Oui au S.U.A.M., non au S.A.M.U. !

Ce 1^{er} janvier, les trois universités de l'académie d'Aix-Marseille ont vécu. Une université «entrepreneuriale» selon les termes du projet de statuts établi par l'équipe des trois présidents sortants, a vu le jour. Son nom : Aix-Marseille Université.

La F.S.U. s'ouvre à droite...

La C.G.T., qui s'est opposée à cette fusion dans le cadre de la loi L.R.U., s'était également opposée à ce nom à la forme grammaticale yankee. Les syndicats C.G.T. de ces trois universités, qui doivent également fonctionner devraient, donc s'appeler syndicat de l'Université d'Aix-Marseille C.G.T. (S.U.A.M.-C.G.T. et non... S.A.M.U.-C.G.T. !).

Pour la première fois, donc, des élections regroupant l'ensemble des personnels enseignants-chercheurs, chercheurs C.N.R.S., personnels administratifs et techniques et étudiants se déroulaient le 29 novembre. Une rencontre entre la F.S.U. (S.N.E.S.U.P. et S.N.C.S.) et la C.G.T. avait eu lieu afin d'envisager des listes communes, la C.G.T. proposant des listes anti-L.R.U. («Liberté et Responsabilité des Universités»), la F.S.U. souhaitant des listes ouvertes au-delà des opposants et souhaitant présenter un candidat à la présidence.

... et prend une claque !

Face à deux logiques incompatibles (syndicalisme de lutte contre syndicalisme gestionnaire), chacune des organisations présentait ses candidats.

L'analyse des résultats est sans appel : chez les enseignants-chercheurs, la liste des présidents sortants Berland (U.M.P.)-Caverni (candidat sur la liste P.S. de Vauzelle aux régionales) et Pena (socialiste) a battu à plate couture la liste présentée par la F.S.U.. La C.G.T. ne s'y présentait pas, ce que des enseignants ont regretté.

Parmi les personnels administratifs et techniques, si l'U.N.S.A. demeure la première organisation, elle se trouve de plus en plus talonnée par la C.G.T..

A l'université de Provence où elle se trouve à la pointe des luttes, la C.G.T. devance sur la plupart des sites cette organisation dont les magouilles avec les directions sont bien connues de tous.

La C.G.T. lamine l'U.N.S.A.

Sur le centre Saint-Charles qui en est le siège, avec un record historique de votants (71%), la C.G.T. l'emporte avec des scores qui se situent entre 48,57% et 44,24%, selon les collèges, devant la F.S.U. (entre 30% et 25%) et l'U.N.S.A. qui passe de la première place qu'elle occupait depuis plusieurs décennies à la troisième (entre 21,67% et 12,86%).

La C.G.T. bénéficiait du soutien du syndicat S.U.D.-Education.

Les personnels pourront compter avec la C.G.T. qui remporte le même nombre de sièges que l'U.N.S.A., la C.G.T. dont deux des slogans de cette campagne était : «Résistez, votez C.G.T.» et «Luttez, votez C.G.T.».

Luc Wajs

I.C.

Soutient les luttes

... Soutenez
I.C. !

La Cour des Comptes à l'assaut de la gestion ouvrière des comités d'entreprise



Le château de Fontenay-lès-Briis, propriété de la C.G.T.-R.A.T.P., qui y a organisé une fête pour un coût de 450.000 Euros au printemps 2011. Le genre de fantaisie qui permet à la Cour des Comptes, relayée par les médias de Bouygues et Dassault (patrons réputés pour leur mode de vie spartiate...) d'attaquer le principe même de la gestion ouvrière des C.E.

De son côté, S.U.D. affirme que la direction de la R.A.T.P. ferme les yeux sur les dysfonctionnements du C.E pour acheter la paix sociale aux gros syndicats. Ce n'est pas impossible non plus... Quoi qu'il en soit, si le capital réussit à avoir la peau de la gestion ouvrière des C.E., on peut lui compter sur lui pour faire bien pire.

Ainsi que la presse bourgeoise s'en est fait abondamment l'écho, la Cour des comptes a retouqué le Comité Régie d'Entreprise de la R.A.T.P., quant à sa gestion comptable, dans son rapport public de novembre.

Salaires socialisés

La Loi prévoit que tout comité d'entreprise bénéficie d'une allocation, assise sur la masse salariale de l'entreprise, pour le financement de ses activités sociales (cantines, centres de vacances...), pour son propre fonctionnement et l'exercice de ses attributions professionnelles et économiques. Le montant de cette allocation peut être amélioré par des accords d'entreprise. Le C.R.E. bénéficie d'une allocation globale de 3,11% de la masse salariale de la R.A.T.P., un acquis de haute lutte. Cette allocation n'est pas une subvention (même si la loi la considère comme telle) ni une sorte de prélèvement sur le capital, ni même une espèce d'avantage pour une catégorie ou l'ensemble du personnel. A l'instar des prélèvements sociaux («charges sociales»), elle a une nature bien particulière, que les institutions publiques et judiciaires, inspection du travail et conseil de prud'hommes compris, et bien entendu la Cour des Comptes, feignent sinon d'ignorer, du moins d'oublier : il s'agit d'abord et avant tout de salaire socialisé.

Et comme tout ce qui est socialisé

est condamnable sans appel dans une société capitaliste, et ce d'autant plus facilement qu'il ne se trouve pas de parti communiste assez organisé et fort pour faire respecter les acquis des luttes, le rapport de la Cour des comptes, s'il sonne prima facie comme une dénonciation de la mauvaise gestion du C.R.E.-R.A.T.P., est surtout un réquisitoire à charge à l'encontre de l'acquis majeur qu'il constitue, per se, pour la classe ouvrière et l'ensemble des salariés de France : «Un salaire socialisé donné en gestion à la classe ouvrière».

A bas la gestion ouvrière !

Un acquis depuis toujours insupportable à la bourgeoisie, mais qu'il lui est désormais possible, compte tenu du contexte et des rapports de force, de supprimer sans bien entendu l'avouer. Il s'agit pour le capital et sa putain la grande bourgeoisie de s'attaquer à ce qu'ils considèrent être la racine du mal : la gestion ouvrière des comités d'entreprise.

Une fois les allocations dues aux C.E. gérées par l'employeur lui-même, ce salaire socialisé pourra être réduit et, à terme, repris. De manière à s'attirer les bonnes grâces des masses qu'elle désinforme en les culpabilisant, la presse du Capital se plaît à dénoncer une «absence de comptabilité propice aux dérives» (Le Parisien 06/12/11). Certes, certains dirigeants du C.R.E.-R.A.T.P. auront à répondre de faits scandaleux de la part d'élus de la

classe ouvrière. Ils reliront Kalinine et reconsidéreront «les principes communistes» comme ceux de «l'homme avancé, honnête, hautement instruit» empreint de «loyauté et d'amour du travail socialiste». Mais pour autant que la faute de quelques-uns soit blâmable, elle ne saurait permettre de reconsidérer la question de la gestion ouvrière dans son ensemble.

Entreprise de spoliation

L'attaque contre la gestion des C.E. qui s'annonce ici est la première marche d'une entreprise de spoliation de la classe ouvrière, de même rang que la démission qui lui a été imposée par les lois Juppé de la gestion (ouvrière) des caisses de retraite.

On voit ce qu'il est advenu des régimes de retraite et de l'avancée à pas de géant vers la mort de la répartition et l'avènement de la capitalisation. Qui ne voit alors le sort réservé au salaire socialisé, qui fait les jolies colonies de vacances de la S.N.C.F., les centres de vacances d'E.D.F., les crèches pour le personnel navigant d'Air France et les cantines à juste prix de nos moyennes et grandes entreprises ?

L'offensive visera tout d'abord la mise sous contrôle des C.E. par des Commissaires aux comptes. La proposition est sur la table de l'Assemblée Nationale – une commission d'enquête d'ores et déjà saisie de la question a même entendu en catimini Bernard Thibaut, qui s'est bien gardé

de le faire savoir, affidé et complice qu'il est devenu... (voir : <http://www.20minutes.fr/article/835582/financement-syndicats-rapport-parlementaire-finit-oublies>)

«Partenaires sociaux»

Sarko a imposé l'an dernier que les unions de syndicats (dont les centrales) et les syndicats de plus de 200 adhérents soient dorénavant contrôlés par des Commissaires aux Comptes... sans protestation aucune des intéressés, plus que jamais réformistes...

L'offensive se poursuivra par une mise sous tutelle du budget des C.E. qui devront rendre des comptes, notamment à l'employeur, et s'achèvera par une abrogation du caractère obligatoire de l'allocation qui sera, la rengaine est connue, laissée à la discussion entre les partenaires sociaux, dont la C.G.T. ne cherche plus qu'à figurer comme le meilleur élève. C'est le sens de l'histoire coécrite par les capitalistes et les syndicats réformistes...

Devant une telle agression, la classe ouvrière devra manifester son soutien indéfectible aux salariés de la R.A.T.P., aux salariés du C.R.E.-R.A.T.P. (il emploie plusieurs centaines de salariés) ainsi qu'à ses élus et dirigeants, qui ne sauraient payer dans leur ensemble pour quelques brebis galeuses.

Koba T. (A.R.C. 75)

ENTRETIEN AVEC JACKY OMER, CHEMINOT C.G.T. RETRAITÉ

«Renouvellement de voies» à la S.N.C.F. : Que le sang du public abreuve les sillons privés !

I.C. : La S.N.C.F. vient de modifier ses horaires de trains. Pourquoi ?

J.O. : Pour «... renouvellement de 5 000 km de voies ferrées». Une annonce forte pour rassurer ses «clients». Cela pose question à plus d'un titre. La S.N.C.F. parle de renouvellement et de modifications, les entreprises privées appellent ce genre d'actions : restructuration et décentralisation...

Désertification

Cette situation est paradoxale : depuis des décennies, des voies sont fermées et le trafic transféré sur la route (la S.N.C.F. est un des trois premiers transporteurs routiers en Europe) qu'il s'agisse du fret ou du service voyageurs. Moins de voies sont exploitées, au détriment des usagers, de la sécurité et de l'écologie. Par ailleurs, cette façon de gérer le bien de la Nation désertifie des provinces entières et détruit l'emploi.

I.C. : La S.N.C.F. n'aurait pas renouvelé en partie son principal circuit ferroviaire depuis des décennies, ou serait-ce R.F.F. qui n'a rien fait depuis 1995 ?

J.O. : Petit retour historique : au début des années 70, le Plan Guillaumat, que les cheminots avaient repoussé, renait de ses cendres en passant de contrat de plan en contrat de plan jusqu'en 1995. Pendant ce temps l'entreprise n'a pas cessé de réduire ses effectifs et de fermer des km de voies.

L'automne 1995 met les cheminots en colère. En plus du plan Juppé-Notat, la S.N.C.F. annonce la fermeture de 6000 km de voies secondaires. Un nouveau contrat de plan prévoit le développement du tout T.G.V. au détriment des autres prestations ferroviaires. Véritable plan de casse qui doit en principe juguler le déficit en cours.

Guillaumat, Juppé, Notat, Gayssoit...

Le puissant mouvement des cheminots remet le train sur les rails mais l'Union Européenne ne voit pas les choses du



même œil ! R.F.F. (Réseau Ferré de France) est mis en place, permettant ainsi un simple transfert comptable du déficit budgétaire de la S.N.C.F. Avec J.-C. Gayssoit, ministre P.C.F. des transports, R.F.F. est resté en place, l'unicité de l'entreprise a été de plus en plus mise en péril, et les privatisations sont allées bon train.

I.C. : Et aujourd'hui, où en est-on ?

J.O. : A présent, la S.N.C.F. paie un droit de passage sur ses propres voies à R.F.F. De plus, arrivent sur l'exploitation du transport ferroviaire, à ce jour, plus de dix entreprises privées en moins de dix ans.

A l'exemple du Fret, le 12 décembre, le premier train privé de voyageurs en provenance de Venise est entré à Paris. Qui retrouvons-nous derrière cette nouvelle exploitation ? Une entreprise ferroviaire nommée Thello. Elle est constituée d'un regroupement d'entreprises privées et d'un groupement européen d'intérêt économique. Les conducteurs rapidement formés sont pour certains des retraités ex-agent de conduite !

Détricotage

Ce renouvellement de voies et d'horaires de trains n'est rien d'autre que l'arbre qui cache la forêt. Derrière ce nuage médiatique de la S.N.C.F. il est question de libérer des km de sillons de circulations pour permettre l'entrée de circulations privées de trains voyageurs. Cette radicalisation aux normes européennes de la concurrence, que cautionne la C.E.S., dont l'ancien Secrétaire

Général Adjoint n'est autre qu'un cheminot en la personne du retraité Decaillon, doit faire réfléchir la population quant au devenir des entreprises françaises tant du public que du privé car il en va de la production en France. Cette alerte concerne l'emploi, le statut, le devenir des retraités spécifiques, de la protection sociale, dont la caisse de prévoyance pour les cheminots.

I.C. : Pourquoi ces «sillons» sont-ils dangereux ?

J.O. : Cela constitue un détricotage minutieux du fleuron français des transports. L'abandon des normes de Société Nationale détruira le maillage entre les différentes régions, surtout si elles ne paient pas pour maintenir les circulations existantes...

Règle d'or, chape de plomb

Voilà où mène la concurrence «loyale et non faussée» de la constitution européenne rejetée majoritairement par les français en 2005 et rattrapée par Sarkozy au congrès de Versailles en 2007. De plus, il faudra désormais en plus se plier à la «règle d'or», diktat des normes budgétaires européennes du couple «Merkozy», véritable chape de plomb pour le peuple.

I.C. : Les autonomes et la C.F.D.T. ont fait mine de monter au créneau...

J.O. : La lutte contre cette politique européenne de destruction massive de nos services publics va au-delà d'une simple action corporatiste, contrairement à ce qu'ont voulu faire croire le syndicat

autonome des agents de conduite et la C.D.F.T. Après leur dépôt de préavis de grève sur les week-ends de décembre, sachant que tous deux n'ont jamais bougé d'un iota pour empêcher une quelconque privatisation au chemin de fer et ailleurs, ils n'ont rien fait !

Rail Team

Ils ont eu gain de cause, disent-ils ? Les usagers du rail vont très vite mesurer ces gains, car les conditions de transport ferroviaires de qualité et de sécurité vont se dégrader à la

vitesse grand V, comme en Angleterre.

I.C. : A propos, l'Anglais se porte bien à la S.N.C.F. !

Depuis que l'Eurostar arrive à Waterloo, dernière défaite napoléonienne, le «fun» du «Business Globisch» colle à la nouvelle direction é«N»arquienne de la «N»cf. Elle baptise un projet «Speed», après un voyage la «Rail Team» vous souhaite une bonne journée... Pour mieux voyager il ne faut pas oublier la panoplie de promotions «TGV Family», «ID-TGV», «ID-Night» et les «Smiles».

Tout cela est scandaleux ! Les syndicalistes de classes, car il s'agit bien là aussi d'un problème de classe, les élus du personnel, doivent lutter contre la destruction des services publics, et dénoncer l'utilisation systématique de l'Anglais au détriment de la langue de la République.

Plus que jamais le rassemblement autour d'un syndicalisme de lutte de classes s'impose pour battre le capital et cette politique dictée par l'U.E..

**Dites Non à la
«Hollandaustérité»
comme à la
«Sarkostérité» !!!**

LE JOURNAL DE LA CONFÉRENCE NATIONALE

*Une conférence fraternelle et enthousiaste
pour un P.R.C.F. à l'offensive !*



Jany Sanfeliu, Jean-Claude Soulié, Georges Gastaud, Jean-Pierre Hemmen, Dimitri Manassis, Henri Alleg, Léon Landini à l'ouverture de la Conférence

Ce sont les 3 et 4 décembre 2011 que, réunis dans la salle mise à leur disposition par la municipalité de Malakoff, la centaine de délégués élus par les structures départementales du P.R.C.F. se sont retrouvés pour discuter, affiner et adopter la version finale des textes mis en débat dans l'organisation depuis plus de six mois. Avaient été élus membres du bureau de la conférence L. Landini, Président du P.R.C.F., J.-P. Hemmen, G. Gastaud, B. Guillaumin, J. Sanfeliu, Secrétaire à l'Organisation, J.-C. Soulier, P. Boisset, et D. Manassis. Ils furent rejoints à la tribune par Henri Alleg, figure de proue de l'anticolonialisme, acclamé par tous les congressistes. Présidée par Jean-Pierre Hemmen, la conférence avait été ouverte par un vibrant appel de Léon Landini à faire grandir le P.R.C.F.

Les pionniers du Pôle

D'emblée le ton combatif était

donné par le rapport de la direction sortante, présenté par Georges Gastaud, Secrétaire National. Face à la crise systémique du capitalisme qui, tout à la fois s'aiguise et se chronicise, face aux affrontements de classes et aux situations révolutionnaires que cette crise ne peut manquer de produire au rythme des plans d'austérité qui ravagent la Zone Euro, les travailleurs ont besoin comme jamais d'un nouvel élan du Mouvement communiste international, du Front anti-impérialiste mondial et des partis communistes d'avant-garde dans chaque pays.

La crise explosive de l'Euro et de l'U.E. valide à 100% les analyses pionnières du P.R.C.F. : car depuis sa fondation en 2004, le P.R.C.F. associe étroitement le drapeau rouge du prolétariat international au drapeau tricolore de la Nation pour appeler le peuple français à sortir de l'U.E. supranationale et de son maudit

Euro, reconstruire notre pays sur la base des principes du C.N.R., refuser la criminalisation du communisme, résister à l'euro-fascisation et délégitimer le fascisant régime U.M.P., combattre les guerres impérialistes, affirmer notre solidarité avec Cuba, soutenir l'Europe des luttes, enterrer la contre-révolution mondiale et reprendre la route du socialisme et du communisme.

Pour l'unité des communistes

A l'heure où, rivalisant avec A. Merkel pour le titre de Miss Mark, la patronne du M.E.D.E.F., L. Parisot, appelle le pouvoir U.M.P. (cf. le Monde du 2 décembre) à dissoudre la France et à opter pour une « nouvelle patrie » (sic), à l'heure où « Merkozy » et ses complices du C.A.C. 40 rampent devant l'impérialisme allemand triomphant, les luttes pour l'émancipation des travailleurs et pour l'affranchissement des nations tendent à fusionner en vérifiant ce mot de

Jaurès : « la souveraineté politique du peuple est le socle de son émancipation sociale ».

Au cœur de cette nouvelle stratégie révolutionnaire, également éloignée de l'union de la gauche « euro-constructive » et des incantations « anticapitalistes » du gauchisme : l'unité d'action des vrais communistes, membres ou pas du P.C.F., le front des syndicalistes de classe, la constitution d'un Front de Résistance Antifasciste, Patriotique et Populaire permettant aux travailleurs salariés d'unir le peuple de France, immigrés inclus, contre l'oligarchie capitaliste. Cela implique le développement du P.R.C.F. Le P.R.C.F. ne se prend pas pour « le » parti, mais il est très conscient de ceci : sans le renforcement du P.R.C.F., la renaissance d'un vrai P.C., lié à la classe ouvrière et déployant une analyse marxiste-léniniste ajustée aux données de notre temps, serait durablement compromise.



Suivi du débat sur les amendements au projet de résolution, le rapport politique donna lieu à un large débat et fut adopté à l'unanimité.

Marcher sur deux jambes



Le débat d'orientation fut complété et approfondi par la discussion, animée par Daniel Antonini et J.-P. Hemmen, sur la réforme des statuts. Certains camarades ont avancé un projet argumenté sur la transformation du P.R.C.F. en parti communiste ; d'autres ont insisté symétriquement sur la priorité à l'union des communistes. Une très large majorité de délégués s'est retrouvée sur la proposition dialectique de «*marcher sur deux jambes*», d'une part en développant le P.R.C.F. en tant que pôle d'attraction fortement identifié, d'autre part en impulsant l'unité d'action : celle des militants franchement communistes, celle des syndicalistes de lutte de classe, et celle des patriotes progressistes.

Dans cet esprit, deux discussions ont eu lieu parallèlement, notamment à l'occasion du débat sur les statuts, présenté par Jean-Pierre Hemmen : comment développer à la fois les moyens du P.R.C.F., notamment son mensuel *Initiative Communiste*, sa

revue *Étincelles* et ses organisations départementales, comment franchir un seuil décisif dans la mise en œuvre déterminée des décisions nationales, bref, comment concrétiser davantage le centralisme démocratique ; comment également rendre plus audible nos appels à l'unité à l'heure où il serait criminel que les organisations communistes d'une part, que les mouvements républicains de l'autre, ne s'entendent pas pour forger un front de résistance uni face à la troïka de l'U.E., du régime U.M.P. et du M.E.D.E.F. ?

Les deux appels de la C.N.

Dans cet esprit deux appels solennels à l'unité et au rassemblement sont sur le point d'être lancés au nom de la conférence nationale du P.R.C.F.

Le premier propose aux organisations communistes de lancer trois campagnes prolongées : l'une contre les guerres impérialistes en cours ou à venir (Afghanistan, Libye, Iran, Syrie...) ; l'autre contre la criminalisation du communisme et l'euro-fascisation ; la troisième pour appeler la France à sortir de l'U.E. et de l'Euro, ce «*maillon faible*» du capitalisme mondial, affronter l'oligarchie et reprendre la route du socialisme ; il faudrait pour cela partir en permanence des luttes populaires (emploi, salaires, retraites, Sécu, services publics, logement, ... Etc.) ;

L'autre appel unitaire visera à inviter les patriotes républicains à prendre deux initiatives visant à briser le monopole de l'U.M.P.S. et du F.N. sur la campagne présidentielle : organiser avant le 1^{er} tour un rassemblement

national pour refuser les politiques d'austérité de l'U.M.P.S., rejeter la xénophobie du F.N. et de Guéant, exiger un référendum permettant au peuple d'exiger le retrait la France dans l'Euro et de l'U.E., condamner les guerres impérialistes ourdies par Sark-O.T.A.N. ; préparer une grande manifestation nationale unitaire pour la fin septembre 2012 à l'occasion du 220^{ème} anniversaire de la bataille de Valmy, où l'armée révolutionnaire battit la coalition austro-prussienne, et du 20^{ème} anniversaire du référendum sur le traité de Maastricht portant création de la funeste monnaie unique.

Armés pour la campagne



Animée par J.-F. Maison, B. Foucambert et V. Flament, la discussion sur le programme du P.R.C.F. a donné lieu à un débat vif, mais toujours fraternel et très politique. Elle a porté sur le pouvoir d'achat populaire, l'énergie, la politique délétaire du «*tout-Anglais*», les transports, l'articulation des phases de la transition socialiste, sans oublier la nécessité pour une France indépendante de construire des traités internationaux progressistes non limités à l'Europe, notamment avec l'ALBA. Ce programme – qui servira de base au «*programme-candidat*» pendant la

campagne électorale – a été adopté à l'unanimité moins quelques abstentions.



La conférence nationale a également entendu la vibrante intervention de Dimitri Manassis, Secrétaire des J.R.C.F. Nombre de délégués ont noté avec plaisir la montée en puissance de cadres jeunes et de grand talent au sein du P.R.C.F. et des J.R.C.F.



Roger Silvain

Figure historique de la C.G.T.-métallos, Roger Silvain a souligné la nécessité pour chaque membre du P.R.C.F. de s'investir pleinement sur le terrain syndical au moment où les directions confédérales font allégeance à l'Europe et à cette courroie de transmission du patronat européen qu'est la Confédération européenne des syndicats.